



Le 30 janvier 2021

Le « Grenelle » de l'Éducation : une logorrhée écrite à l'avance et emballée dans une fausse consultation

Le « Grenelle » est une référence qui ne parle plus à nos élèves ni même aux jeunes enseignants autres qu'en Histoire, ce qui permet mieux d'en détourner la signification et d'en inverser le sens des mots.

Pas d'augmentation mais des « réformes »

En 1968, le Grenelle s'était conclu par l'augmentation du salaire minimal de 35 % et par de vraies réformes, au sens positif du mot, c'est-à-dire plus de participation et moins d'autoritarisme. 35% ? Ce serait bien le minimum syndical, puisqu'une baisse de 30% des traitements réels des enseignants, produite par l'usure de l'inflation, ne se compense pas par une hausse de 30% mais par une hausse de 43% ($30/70 \times 100$). Or, dans ce « Grenelle », il n'y a rien, si ce n'est la velléité de le faire « au mérite » (comprendre : à la docilité et au conformisme).

Il reste le second volet : les « réformes ». Là, nous sommes servis. Comme dans le Grenelle de 1968, elles sont présentes mais, cette fois-ci, dans l'acception orwellienne que ce mot a pris depuis une trentaine d'année : plus d'autoritarisme, moins de participation, plus de pouvoir aux petits chefs et création de nouveaux petits chefs. L'inspiration en est le modèle managérial en chemisette et cravate, comme chez Darty (le « contrat de confiance »).

Une brochette de bureaucrates du public et du privé, de faux enseignants de terrain

Il suffisait de contempler la composition de ce « machin », comme aurait dit De Gaulle, pour en deviner d'avance ces conclusions : on y trouve, ainsi, une brochette de bureaucrates de l'Education Nationale (secrétaires généraux d'académie, IA), de chefs d'établissements triés sur le volet, de ronds-de-cuir de rectorat à l'orée de la retraite qui ne voient plus d'élèves depuis 25 ans. Certains

de ces croupiers de bureau, probablement anciens révolutionnaires acclamant la « libération » du Kampuchéa il y a 45 ans, se sont illustrés en proposant un serment des enseignants, comme sous Pétain.

Ajoutons à cette coterie la fameuse « société civile » : des « élus locaux » (de la tournée 2017 évidemment), un DRH de multinationale, une députée européenne de chez LaREM. Quelques enseignants y sont présents pour faire de la figuration... Mais, une « enseignante de terrain » qui nous a gratifiés d'une vidéo pleine de mièvreries faussement enthousiastes (interdite aux commentaires), s'est faite poissée : elle est surtout IPR et militante En Marche. Voici pour la partie émergée de l'iceberg des « enseignants de terrain »... Je vous laisse imaginer la partie immergée... Espérons que Médiapart fouille un peu.

Toujours les mêmes lubies, de la (sous)-« culture » managériale et des petits chefs !

Les propositions semblent émaner d'un torchon d'étudiant médiocre sorti d'une école de commerce de troisième catégorie, se destinant à faire carrière dans la grande distribution comme manager de rayon et se préparant à harceler les caissières.

A l'ère du télétravail et des horaires choisis, que Joël de Rosnay annonçait déjà en 1975 dans son *Macroscope*, le « Grenelle de l'Éducation » en est resté à son obsession de petit caporal de centre commercial, moche en moustache et cloche en bancal : le présentisme et la réunionite. Dans le volet « autonomie et déconcentration », nous pouvons lire : « Le temps de travail collectif de l'enseignant a besoin d'être précisé pour se développer. D'où la proposition d'intégrer dans les obligations réglementaires de service un temps de travail en équipe : en plus de l'horaire obligatoire devant élèves. ». Il est aussi question de créer une deuxième journée de prérentrée et de nouvelles formations obligatoires, probablement pour remplir les insipides journées sur la « spiralité », les « compétences » ou « le cycle 3 » qui ne trouvent pas assez de volontaires ; ajoutons-y d'infâmes formations au « management » et au « pilotage », comme nous le verrons ci-dessous.

Autre lubie, créer des petits chefaillons : « Donner aux directrices et directeurs d'école un véritable statut leur conférant une autorité décisionnelle et fonctionnelle ». Ils ont vraiment du mal à comprendre que les enseignants n'ont pas pour ambition d'obtenir un petit pouvoir sur leurs collègues comme signe extérieur de réussite. Cela ne provoquera pas de décharges de dopamine dans leur cerveau reptilien. Ce « Grenelle », d'ailleurs, revient à la charge, encore, avec une autre vieille lune : le recrutement local par le chef d'établissement (à hauteur de 25%, disent-ils). Une véritable monomanie présénile !

Toutefois, la pire logorrhée se trouve ; c'était prévisible, dans l'onglet « encadrement ». Une petite anthologie :

« une culture managériale dont les composantes doivent être connues et acceptées de tous. La notion de "pilotage" s'est peu à peu imposée pour qualifier les missions de l'encadrement intermédiaire et supérieur. Elle se nourrit d'ingrédients communs aux notions de "gestion" ou de "management". Elle suppose bien évidemment le sens du projet, ainsi que la recherche et la mesure de la performance [...] **Il convient d'apprendre le plus tôt possible "l'alphabet du management" et de permettre aux enseignants de penser leurs qualités autrement qu'au travers du prisme des**

savoirs disciplinaire et pédagogique. Cela revient à introduire les compétences transversales et les codes de l'encadrement ("capital décisionnel" : gestion de projet, mobilisation d'un collectif, communication [...]) **dans la formation initiale et continuée des professeurs.** ».

La « communication », maladie de la société contemporaine et ayant comme fruits ses déjections publicitaires, c'est tout ce qui reste, précisément, quand on n'a jamais eu de culture disciplinaire. Les auteurs de ce salmigondis cherchent à placer leurs semblables alors que le système français est déjà celui qui compte le plus d'administratifs inutiles, au détriment du salaire des vrais acteurs (à comparer avec l'Allemagne). Plus : ils prévoient encore une nouvelle dénaturation du métier d'enseignant en y introduisant leur sous-culture au détriment des sciences, des Lettres, des arts ou des langues...

On notera aussi l'expression « ingénierie d'évaluation » (sic) après celle, déjà pédante d' « ingénierie de formation »... De nos jours, il est vrai qu'on tamponne en quantité des titres d'ingénieur sans valeur à n'importe quel corniaud sorti d'une formation en « coaching » ou en « outsourcing »...

A la lumière de cet épanchement, tout le monde aura compris que leur « Ecoute de proximité », outre un nouveau flicage « de proximité » des enseignants, fournira surtout des postes pour des incultes formatés sortis d'une école de communication dont on ne sait plus quoi faire. Le « Grand Oral », insistant sur la forme et la posture (jusqu'à la façon de croiser ses jambes) montre déjà cet envahissement, conséquence de la désindustrialisation de la France, qui devient un vulgaire dépôt-vente et une succursale publicitaire de produits importés.

Pas besoin du verbiage de ces tristes sires, écrivons nous-mêmes notre contre-Grenelle de l'Éducation !

Il n'y a donc strictement rien à attendre de ce «Grenelle ». Les vraies questions qui occupent les professeurs n'y sont pas abordées. Nous avons échappé de peu au « serment » (reste la grotesque « cérémonie ») et à la mutation obligatoire tous les 5 ans, comme à France Télécom. C'est à nous d'écrire notre contre-Grenelle, dont voici quelques pistes.

- L'autonomie des professeurs et des élèves, plutôt que l'autonomie des établissements.
- La suppression du master MEEF.
- Pour attirer de bons candidats, recruter les PE et les certifiés comme avant, avec une licence et la perspective d'avoir un métier stable à 21 ans.
- La réussite au CAPES ou au concours de PE doivent donner l'équivalent d'un master 1 validé. Le recrutement des agrégés doit se faire avec en master 1, la réussite au concours donnant automatiquement un master 2 validé, avec possibilité de poursuite en thèse. Autant de progressions de carrières possibles !
- Des facilitations d'emploi du temps et des aménagements pour rédiger une thèse de doctorat.
- La fin du néomanagement et du new public management

- La fin de l'autoritarisme blanquérien. Un statut des proviseurs et principaux non plus comme « chefs » mais comme primus inter pares

Il nous faut, par ailleurs, retrouver des enseignants lecteurs, cela passe par moins de réunions et de formations ineptes, moins de temps gâché à remplir des grilles de « compétence ».

Il nous faut retrouver, comme c'était le cas pendant des décennies, des enseignants qui publient, recherchent, adhèrent à des sociétés savantes. Des enseignants du primaire correspondants locaux de la société d'archéologie, des professeurs de lycée auteurs d'articles à comité de lecture et intégrés à des laboratoires universitaires.

Voilà de quoi faire retrouver au métier une vraie envergure, loin de cette espèce de notabilité de baltringue qui consiste à finir principal de collège se prenant pour un « chef d'entreprise », avec de « vrais pouvoirs ».